

nous nous sommes mis en communication avec le gouvernement de la Colombie-Anglaise, sur lequel repose la responsabilité, si toutefois on peut rechercher la responsabilité ailleurs que chez les personnes immédiatement intéressées. Si le Gouvernement fédéral peut trouver moyen de remédier à la situation, il le fera certainement. Je n'ai pas de détails au sujet du nombre des personnes affectées et j'attends d'autres renseignements du gouvernement de la Colombie-Anglaise.

LE BUDGET

SUITE DU DÉBAT SUR L'ÉTAT FINANCIER ANNUEL SOUMIS PAR LE MINISTRE DES FINANCES

La Chambre passe à la suite de la discussion, suspendue le mardi 4 avril, sur la motion de l'honorable E. N. Rhodes (ministre des Finances) invitant M. l'Orateur à quitter le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens, sur l'amendement de l'honorable M. Ralston et le sous-amendement de M. Lucas.

M. W. E. ROWE (Dufferin-Simcoe): Monsieur l'Orateur, je n'entends pas relever les divers arguments énoncés par les honorables députés à votre gauche au cours du débat, dans leur réquisitoire contre le Gouvernement, qu'ils accusent de violer ses promesses, et dans leur critique générale du budget. Il me fait cependant plaisir de rendre témoignage à l'admiration générale qui, sur toutes les banquettes, accueille l'état financier très éclairant présenté par le ministre des Finances (M. Rhodes) pour 1933.

De même que tous mes collègues, je comprends la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Nous nous rendons tous compte que les grands embarras du pays, accrues par les grands problèmes encore plus difficiles de l'extérieur, ont compliqué énormément la tâche du Gouvernement et créent des problèmes d'administration d'une gravité inouïe. Je déplore, ainsi que beaucoup de mes collègues, l'orgie de dépenses dans laquelle ont donné tant de pays après la Grande Guerre et jusqu'à la crise de 1929. On aurait dit une fête et le Canada était aux premiers rangs. Nous avons vu une folle prodigalité comme on n'en avait pas vu dans les temps modernes. La dilution du capital et les emprunts sont devenus les principaux moyens de réalisation du nouveau progrès, et l'on a chargé les générations futures d'un fardeau de dettes pour les services passés. Nous avons fini par nous rendre compte de l'impossibilité d'éteindre nos dettes à force d'emprunts, et nous devons maintenant faire honneur aux obligations contractées pour les services dont nous avons joui pendant plusieurs années.

[L'hon. M. Gordon.]

Monsieur l'Orateur, pendant que le vaisseau de l'Etat roule et tangue dans la plus effroyable tempête économique de l'histoire, les honorables députés d'en face accusent le premier ministre et son cabinet de n'avoir pas tenu quelques petites promesses d'avant les élections.

Quelques VOIX: Très bien! très bien!

M. ROWE: Le Gouvernement ne s'est peut-être pas montré aussi rigide dans l'exécution de son programme qu'il l'aurait fait par un beau temps; mais, en toute équité, je dois rappeler la conduite passée de nos honorables vis-à-vis. Nous nous souvenons qu'en 1919 le parti libéral a tracé son fameux programme. Le parti progressiste commençait à devenir quelque peu dangereux. Les libéraux ont énoncé un programme double dans ses éléments, retapé avec des articles agraires, dans l'espoir de recueillir les votes des progressistes dans tout le pays.

Puis en 1921 qu'est-il arrivé? Comme on demandait au premier ministre d'alors, le présent chef du parti libéral (M. Mackenzie King), pourquoi il ne tenait pas ses promesses, il répondit que c'était simplement une carte et un compas destinés à l'orientation du navire de l'Etat. Il y avait néanmoins deux cartes, l'une, carte des dégrèvements et du libre-échange, l'autre, carte de droits encore plus bas et du commerce encore plus libre, mais la sagesse et l'influence du très honorable W. S. Fielding l'ont emporté; les deux cartes ont été mises au rancart, le compas jeté à la mer et le vaisseau de l'Etat a entrepris sa course hardie et incertaine. En 1925 et en 1926, soit dit en passant, nouveau système, nouvelle série de promesses fantastiques. Je n'entrerai pas dans le détail, mais j'ai parfaitement à l'esprit les discours du chef du parti libéral à Richmond-Hill et en divers endroits au pays. Il fit la promesse de réformer le Sénat et d'accorder aux partis progressiste et agraire ce qu'ils ne pouvaient obtenir par eux-mêmes. Le parti libéral revint au pouvoir et il tint sa première promesse en nommant au Sénat certains des "reformers" les plus authentiques que le Canada ait connus. Comment a-t-il tenu la seconde promesse? En enlevant le chef du parti progressiste et son camarade de bord, l'honorable représentant de Lisgar (M. Brown), et en laissant le parti progressiste naufragé, mal en point et en quête de secours.

En 1930, nos honorables amis d'en face firent une nouvelle série de promesses encore plus fantastiques que leurs promesses passées. Ils dirent: nous mettons au rancart la vieille politique des droits de douane peu élevés, le vieux programme poussiéux du libre-échange que nous avons eu pendant plusieurs années et nous proposons un système de droits "com-